

5 juin 2012

Section d'Aix-en-Provence

## Cela s'appelle la censure !

**La section d'Aix-en-Provence de la Ligue des Droits de l'Homme dénonce la censure exercée par la municipalité d'Aix-en-Provence sur les acteurs culturels de la ville à des fins de racolage électoral**

2012 est le cinquantenaire de la fin de la guerre d'Algérie. Comme dans d'autres villes de France, à Aix-en-Provence aurait dû se dérouler fin mars une manifestation rappelant le passé de notre relation à l'Algérie et interrogeant le présent de ce pays. Une manifestation d'ampleur à laquelle étaient associés des acteurs culturels aixois de premier plan : La Cité du Livre, l'Institut de l'Image, Les Ecritures Croisées, le Cobiac (Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle). Au programme, deux soirées de cinéma, de littérature, de témoignages et de débats avec des invités des deux rives de la Méditerranée.

Mais avec Maryse Joissains à sa tête, Aix-en-Provence n'est plus une ville comme les autres, la presse nationale s'en fait quotidiennement l'écho.

Alors que l'organisation programmatique et matérielle de ces journées était achevée, Patricia Larnaudie, adjointe à la culture, déléguée auprès de la Cité du Livre, faisait savoir que la programmation n'était pas validée par la municipalité ; la conséquence en fut l'annulation de la manifestation. L'explication devait venir deux mois plus tard de Maryse Joissains elle-même. *"Cette manifestation aurait pu porter atteinte à l'ordre public parce qu'elle était très pro-algérienne et que la mémoire sur ces événements n'est pas tout à fait apaisée."* (La Provence du 22 mai 2012)

Cette décision et sa justification appellent deux réactions.

Sur le plan culturel d'abord. Il faut bien mal connaître les personnalités qui devaient participer à cette célébration, et il faut bien mal connaître leurs œuvres pour les qualifier de "pro-algériennes". Qui oserait prétendre que le film de Tariq Teguia qui était programmé est un film pro-algérien? Comment la table ronde prévue sur le thème *"50 ans après l'indépendance, l'Algérie..?"* aurait-elle pu être candidement "pro-algérienne"? Est-ce la projection du film de Pontecorvo *La Bataille d'Alger* qu'il s'agissait d'interdire? La décision de la majorité municipale d'Aix relève de l'inculture et du schématisme simpliste.

Mais cette décision révèle surtout le cynisme politique de nos édiles. Troubles à l'ordre public? M. Joissains pense donc que des foules de nostalgiques de l'Algérie française seraient venues perturber cette manifestation? Au besoin les y aurait-elle encouragées? Elle qui a assimilé l'anniversaire du 50<sup>ème</sup> anniversaire des accords d'Evian à *"l'anniversaire de l'abdication de la France face à une poignée de rebelles"*. En tous les cas ce message envoyé à l'extrême droite aixoise, et qui s'ajoute à beaucoup d'autres, est clair : rien ne sépare M. Joissains d'un candidat du Front National.

Les fins de guerre méritent d'être célébrées par tous. La fin de la guerre d'Algérie est inscrite dans la mémoire de millions de français et d'algériens. La mémoire de la fin des combats tout simplement ; celle, exaltée, d'un peuple accédant à l'indépendance ; celle de la fin du colonialisme

français. Mais aussi la mémoire des souffrances et des tortures ; celle des vies perdues au combat ou dans les attentats ; celle des vies défaites par l'arrachement brutal du sol natal.

"La mémoire de l'Algérie est pour nous traumatisante. Le propre des mémoires est d'être plurielles, contradictoires".(Régis Debray, Colloque *L'Algérie et la France au XXIème siècle*, 17 décembre 2011, Assemblée Nationale-Paris).

Si "*la mémoire de ces événements n'est pas tout à fait apaisée*" comme le pense M. Joissains, ce sont les vérités de l'histoire et le dialogue entre les hommes qui peuvent éclairer les jugements et engendrer l'apaisement. Pas la censure.